

s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées, s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, la peine sera celle des travaux forcés à temps, dans le cas prévu par l'article 331, et des travaux forcés à perpétuité, dans les cas prévus par l'article précédent (191).—P. 7 2° 4°, 15, 16, 18, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 332 et la note.

## ART. 334.

Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt-un ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de trois cents francs à mille francs d'amende.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 287 note, 335.—I. Cr. 179.

## ART. 335.

Les coupables du délit mentionné au précédent article seront interdits de toute tutelle ou curatelle, et de toute participation aux conseils de famille; savoir, les individus auxquels s'applique le premier paragraphe de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé au second paragraphe, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre Ier, titre IX, de la Puissance paternelle.

Dans tous les cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au présent article.—P. 11, 42, 44 s.—C. 371 s., 384 s., 443 s.

## ART. 336.

L'adultère de la femme ne pourra être dénoncé que par le mari; cette faculté même cessera s'il est dans le cas prévu par l'article 339.—P. 324, 337 s.—C. 229, 306.

son los preceptores ó sirvientes de éstos á sueldo, ó sirvientes á sueldo de las personas antes mencionadas; si son funcionarios ó ministros de un culto, ó si el culpable, sea quien fuere, ha sido auxiliado en su crimen, por una ó varias personas, la pena será la de trabajos forzados por tiempo, en el caso previsto por el artículo 331, y la de trabajos forzados perpetuos, en los casos previstos por el artículo anterior (191).—P. 7 2° 4°, 15, 16, 18, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 332 y la nota.

## ART. 334.

Cualquiera que haya atentado á las costumbres, escitando, favoreciendo ó facilitando habitualmente la disolucion ó la corrupcion de la juventud de uno ó de otro sexo, menores de veintin años de edad, será castigado con prision de seis meses á dos años, y con una multa de cincuenta á quinientos francos.

Si la prostitucion ó la corrupcion ha sido escitada, favorecida ó facilitada por sus padres, madres, tutores ú otras personas encargadas de su vigilancia, la pena será de dos á cinco años de prision, y de trescientos á mil francos de multa.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 287 nota, 335.—I. Cr. 179.

## ART. 335.

Los culpables del delito mencionado en el artículo anterior, serán interdichos de toda tutela ó curatela y de toda participacion en los consejos de familia; á saber, los individuos á quienes se aplique el primer párrafo de ese artículo, durante dos años á lo menos y cinco á los mas, y á los de que se habla en el segundo párrafo, durante diez años por lo menos y veinte á lo mas.

Si el delito se ha cometido por el padre ó la madre, el culpable será privado ademas, de los derechos y ventajas que se le conceden, sobre la persona y bienes del hijo, por el Código civil, libro I, título IX, de la Potestad paterna.

En todos los casos, los culpables podrán ser puestos ademas, por el fallo ó sentencia, bajo la vigilancia de la alta policia, observándose respecto de la duracion de la vigilancia, lo que se acaba de establecer, para la de la interdiccion mencionada en el presente artículo.—P. 11, 42, 44 y s.—C. 371 y s., 384 y s., 443 y s.

## ART. 336.

El adulterio de la mujer, no podrá ser denunciado sino por el marido; aun esta facultad no tendrá lugar en el caso previsto por el artículo 339.—P. 324, 337 y s.—C. 229, 306.

## ART. 337.

La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus.

Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation, en consentant à reprendre sa femme.—P. 9 1°, 40 s.—C. 308, 309.—I. Cr. 179.

## ART. 338.

Le complice de la femme adultère sera puni de l'emprisonnement pendant le même espace de temps, et, en outre, d'une amende de cent francs à deux mille francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 59 s.—I. Cr. 179.

Les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu.—I. Cr. 41.

## ART. 339.

Le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de cent francs à deux mille francs.—P. 9 2°, 52 s., 336 s.—C. 108, 230.

## ART. 340.

Quiconque étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine (192).—P. 7 4°, 15, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47.—C. 139, 147, 188, 189.

## SECTION V.

## ARRESTATIONS ILLÉGALES ET SÉQUESTRACTIONS DE PERSONNES.

## ART. 341.

Seront punis de la peine des travaux forcés à temps, ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques.

Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration subira la même peine.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 114 et la note, 342 s.—Cons. 2.—I. Cr. 615 s.

## ART. 342.

Si la détention ou séquestration a duré plus d'un

## ART. 337.

La mujer convencida de adulterio, sufrirá la pena de prision durante tres meses por lo menos y dos años á lo mas.

El marido será árbitro de suspender el efecto de esta condena, consintiendo reunirse con su mujer.—P. 9 1°, 40 y s.—C. 308, 309.—I. Cr. 179.

## ART. 338.

El cómplice de la mujer adúltera, será castigado con prision durante el mismo término, y ademas con una multa de cien á dos mil francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 59 y s.—I. Cr. 179.

Las únicas pruebas que podrán ser admitidas contra el acusado de complicidad, serán, ademas del flagrante delito, las que resultaren de cartas ú otros documentos escritos por el acusado.—I. Cr. 41.

## ART. 339.

El marido que haya mantenido una concubina en la casa conyugal, y que por la queja de su mujer haya sido convencido de ello, será castigado con una multa de cien á dos mil francos.—P. 9 2°, 52 y s., 336 y s.—C. 108, 230.

## ART. 340.

Cualquiera que habiéndose ligado con los lazos del matrimonio, haya contratado otro antes de la disolucion del anterior, será castigado con la pena de trabajos forzados por tiempo.

El empleado público que haya prestado su ministerio para este matrimonio, conociendo la existencia del anterior, será condenado á la misma pena (192).—P. 7 4°, 15, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47.—C. 139, 147, 188, 189.

## SECCION V.

## APREHENSIONES ILEGALES Y SECUESTRO DE PERSONAS.

## ART. 341.

Se castigarán con la pena de trabajos forzados por tiempo, á los que sin órden de las autoridades constituidas y fuera de los casos en que la ley manda aprehender á los acusados, hayan aprehendido, detenido ó secuestrado á cualquiera persona.

Cualquiera que haya facilitado local para ejecutar la detencion ó el secuestro, sufrirá la misma pena.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 114 y la nota, 342 y s.—Cons. 2.—I. Cr. 615 y s.

## ART. 342.

Si la detencion ó secuestro ha durado mas de un

mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité.—P. 7 2°, 15, 16, 18, 22, 36.

## ART. 343.

La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans, si les coupables des délits mentionnés en l'article 341, [non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront néanmoins être renvoyés sous la surveillance de la haute police, depuis cinq ans jusqu'à dix ans.—P. 9 1°, 11, 40 s., 44 s.—I. Cr. 179.

## ART. 344.

Dans chacun des deux cas suivants:

1° Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique;

2° Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré, a été menacé de la mort,

Les coupables seront punis des travaux forcés à perpétuité.—P. 7 2°, 15, 16, 18, 22, 36.

Mais la peine sera celle de la mort, si les personnes arrêtés, détenues ou séquestrées, ont été soumises à des tortures corporelles (193).—P. 7 1°, 12, 36, 303.—C. 23.

## SECTION VI.

CRIMES OU DÉLITS TENDANT A EMPECHER OU DÉTRUIRE LA PREUVE DE L'ÉTAT CIVIL D'UN ENFANT, OU A COMPROMETTRE SON EXISTENCE; ENLEVEMENT DE MINEURS; INFRACTION AUX LOIS SUR LES INHUMATIONS.

§ 1<sup>er</sup>.—*Crimes et délits envers l'enfant.*

## ART. 345.

Les coupables d'enlèvement, de recélé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la réclusion.

La même peine aura lieu contre ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer (194).—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 354 s.—C. 327 s.

## ART. 346.

Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'article 56 du Code civil, et dans les délais fixés par l'article 55 du même Code, sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de seize francs à trois cents

francs, la peine sera la de trabajos forzados perpetuos.—P. 7 2°, 15, 16, 18, 22, 36.

## ART. 343.

La pena se reducirá á la de prision de dos á cinco años, si los culpables de los delitos mencionados en el artículo 341, aun no perseguidos de hecho, hubieren vuelto la libertad á la persona aprehendida, detenida ó secuestrada, antes de cumplido el décimo dia despues del de la aprehension, detencion ó secuestro. Sin embargo, podrán ser consignados á la vigilancia de la alta policia, desde cinco hasta diez años.—P. 9 1°, 11, 40 y s., 44 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 344.

En cada uno de los dos casos siguientes:

1° Si la aprehension se ha ejecutado con trage falso, bajo falso nombre, ó por una orden falsa de la autoridad pública;

2° Si el individuo aprehendido, detenido ó secuestrado, ha sido amenazado con la muerte,

Los culpables serán castigados con trabajos forzados perpetuos.—P. 7 2°, 15, 16, 18, 22, 36.

Pero la pena será la de muerte, si las personas aprehendidas, detenidas ó secuestradas, han sido sometidas á tortura corporal (193).—P. 7 1°, 12, 36, 303.—C. 23.

## SECCION VI.

CRIMENES Y DELITOS QUE TIENDEN A IMPEDIR O DESTRUIR LA PRUEBA DEL ESTADO CIVIL DE UN NIÑO, O A COMPROMETER SU EXISTENCIA; ROBO DE MENORES; INFRACCION DE LAS LEYES SOBRE INHUMACIONES.

§ 1<sup>er</sup>.—*Crímenes y delitos hácia el niño.*

## ART. 345.

Los culpables de robo, receptacion ó supresion de un niño, de sustitucion de un niño por otro, ó de suposicion de un hijo á una mujer que no haya parido, se castigará con la reclusion.

La misma pena se aplicará á los que estando encargados de un niño, no lo presentaren á las personas que tengan derecho de reclamarlo (194).—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 354 y s.—C. 327 y s.

## ART. 346.

Toda persona que habiendo asistido á un parto, no haya hecho la declaracion que le prescribe el artículo 56 del Código civil, y en los plazos designados por el artículo 55 del mismo Código, será castigada con una prision de seis dias á seis meses, y con una multa de diez y seis á trescientos

francs (195).—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 347.—I. Cr. 179.

## ART. 347.

Toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'aura par remis à l'officiers de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 du Code civil, sera punie des peines portées au précédent article.

La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant, et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant la municipalité du lieu où l'enfant a été trouvé.—P. 346.

## ART. 348.

Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en prissent soin ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois, et d'une amende de seize francs à cinquante francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 345.—I. Cr. 179.

Toutefois aucune peine ne sera prononcée, s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu.

## ART. 349.

Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans, et à une amende de seize francs à deux cents francs (196).—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 351 s.—I. Cr. 179.

## ART. 350.

La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de cinquante francs à quatre cents francs, contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 351 s.—I. Cr. 179.

## ART. 351.

Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les articles 349 et 350, l'enfant est devenu mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé; et si la mort s'en est suivie, l'action sera considérée comme meurtre: au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires; et au

francos (195).—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 347.—I. Cr. 179.

## ART. 347.

Toda persona que, habiendo encontrado un niño recién nacido, no lo haya entregado al empleado del estado civil, como se prescribe por el artículo 58 del Código civil, se castigará con las penas señaladas en el artículo anterior.

La presente disposicion no es aplicable al que haya consentido en encargarse del niño, y que haya hecho su declaracion relativa, ante la municipalidad del lugar en que se haya encontrado al niño.—P. 346.

## ART. 348.

Los que hayan llevado á un hospicio un niño menor de siete años cumplidos, que se les hubiese confiado para que lo cuidasen, ó por cualquiera otra causa, serán castigados con una prision de seis semanas á seis meses, y con una multa de diez y seis á cincuenta francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 345.—I. Cr. 179.

Sin embargo, no se pronunciará ninguna pena, si no hubieren estado comprometidos ó no se hubieren obligado á proveer gratuitamente á los alimentos y asistencia del niño, y si nadie hubiere provisto á ello.

## ART. 349.

Los que hubieren espuesto y abandonado en un lugar solitario un niño menor de la edad de siete años cumplidos; los que hubieren dado la orden de esponerlo así, si esta orden se ha ejecutado, serán por solo este hecho condenados á una prision de seis meses á dos años, y á una multa de diez y seis á doscientos francos (196).—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 351 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 350.

La pena señalada en el artículo anterior, será de dos á cinco años, y la multa de cincuenta á cuatrocientos francos, contra los tutores ó tutoras, preceptores ó preceptoras del niño espuesto ó abandonado por ellos ó por su orden.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 351 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 351.

Si á consecuencia de la esposicion ó abandono previsto por los artículos 349 y 350, el niño ha quedado mutilado ó estropeado, se considerará la accion como heridas voluntarias que le ha inferido la persona que lo haya espuesto ó abandonado; y si se le ha causado la muerte, se considerará la accion como asesinato: en el primer caso, los culpables sufrirán la pena aplicada á las heridas

econd cas, celle du meurtre.—P. 295, 304, 309 s.

## ART. 352.

Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de seize francs à cent francs.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 353.—I. Cr. 179.

## ART. 353.

Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de vingt-cinq francs à deux cents francs, s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s.—I. Cr. 179.

## § II.—Enlèvement de Mineurs.

## ART. 354.

Quiconque aura, par fraude ou par violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la réclusion (197).—P. 7 6°, 21 s., 28 s., 34, 36, 47, 355 s.—C. 388.

## ART. 355.

Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis, la peine sera celle des travaux forcés à temps.—P. 7 4° 15, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 354 note.

## ART. 356.

Quant la fille au-dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur, si celui-ci était majeur de vingt-un ans ou au-dessus, il sera condamné aux travaux forcés à temps.—P. 7 4°, 15, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.

Si le ravisseur n'avait pas encore vingt-un ans, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.—P. 9 1°, 40 s.

## ART. 357.

Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il a enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code civil, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée.—C. 180 s., 340.

voluntarias, y en el segundo la del asesinato.—P. 295, 304, 309 y s.

## ART. 352.

Los que hubieren espuesto y abandonado en un lugar no solitario, un niño menor de la edad de siete años cumplidos, se castigarán con una prision de tres meses á un año, y con una multa de diez y seis á cien francos.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 353.—I. Cr. 179.

## ART. 353.

El delito previsto por el precedente artículo, se castigará con prision de seis meses á dos años, y con una multa de veinticinco á doscientos francos, si se ha cometido por los tutores ó tutoras, preceptores ó preceptoras del niño.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s.—I. Cr. 179.

## § II.—Robo de menores.

## ART. 354.

Cualquiera que por medio de fraude ó de violencia, haya robado ó hecho robar algunos menores, ó los haya llevado tras sí, desviado, mudado, depuesto, ó los haya hecho atraer, desviar ó mudar de sitio, de los lugares en que estuvieren puestos por aquellos á cuya autoridad ó direccion estuvieren sometidos ó confiados, sufrirá la pena de la reclusion (197).—P. 7 6°, 21 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 355 y s.—C. 388.

## ART. 355.

Si la persona robada ú ocultada de este modo, fuere una niña menor de diez y seis años cumplidos, la pena será la de trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 354 nota.

## ART. 356.

Cuando la niña menor de diez y seis años, hubiere consentido en su robo, ó seguido voluntariamente á su raptor, si este fuere mayor de veintiun años ó mas, será condenado á trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s.

Si el raptor no tuviere aun veintiun años, será castigado con una prision de dos á cinco años.—P. 9 1°, 40 y s.

## ART. 357.

En el caso en que el raptor se hubiere desposado con la jóvena que robó, no podrá ser perseguido, sino mediante la queja de las personas, que segun el Código civil, tengan el derecho de pedir la nulidad del matrimonio, ni condenado, sino despues de que se haya pronunciado dicha nulidad.—C. 180 y s., 340.

§ III.—Infraction aux lois sur les inhumations.

## ART. 358.

Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé, seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de seize francs à cinquante francs; sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance.

La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux réglemens relatifs aux inhumations précitées.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s.—C. 77 s.—I. Cr. 179.

## ART. 359.

Quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicide ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à quatre cents francs; sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime (198).—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s., 59 s., 62 s.—I. Cr. 179.

## ART. 360.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de seize francs à deux cents francs d'amende, quiconque se sera rendu coupable de violation de tombeaux ou de sépultures; sans préjudice des peines contre les crimes ou délits qui se seraient joints à celui-ci.—P. 9 1° 3°, 40 s., 52 s.—C. 77 note (\*).—I. Cr. 179.—Suppl. *Inhumations*, DÉCR. 23 prair. an XI, art. 17.

## SECTION VII.

FALSO TÉMOIGNAGE, CALOMNIE, INJURES, RÉVÉLATION DE SECRETS.

## § I.—Faux témoignage

## ART. 361.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 s., 28 s., 34, 36, 47, 70 s.—I. Cr. 330 s.

Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine (199).

## ART. 362.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle, soit contre le prévenu,

§ III.—Infraction de las leyes sobre inhumaciones.

## ART. 358.

Los que sin autorizacion previa del empleado público, en el caso en que está prescrite, hayan hecho sepultar un individuo muerto, serán castigados con seis dias á dos meses de prision, y con una multa de diez y seis á cincuenta francos; sin perjuicio de la persecucion de los crímenes de que los autores de este delito, puedan ser acusados en esta circunstancia.

La misma pena tendrá lugar contra los que hayan contravenido, de cualquiera manera que sea, á la ley y reglamentos relativos á las inhumaciones precipitadas.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s.—C. 77 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 359.

Cualquiera que haya receptado ó escondido el cadáver de una persona muerta por homicidio, ó á consecuencia de golpes ó heridas, será castigado con una prision de seis meses á dos años, y con una multa de cincuenta á cuatrocientos francos; sin perjuicio de penas mas graves, si ha tenido participio en el crimen (198).—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s., 59 y s., 62 y s.—I. Cr. 179.

## ART. 360.

Se castigará con prision de tres meses á un año, y con una multa de diez y seis á doscientos francos, á cualquiera que se haya hecho culpable de violacion de sepulcros ó de sepulturas; sin perjuicio de las penas contra los crímenes ó delitos que se hubieren unido á éste.—P. 9 1° 3°, 40 y s., 52 y s.—C. 77 nota (\*).—I. Cr. 179.—Supl. *Inhumaciones*, DÉCR. 23 prairial, año XI, art. 17.

## SECCION VII.

FALSO TESTIMONIO, CALUMNIA, INJURIAS, REVELACION DE SECRETOS.

## § I.—Falso testimonio.

## ART. 361.

Cualquiera que sea culpable de falso testimonio en materia criminal, ya contra el acusado ó ya en su favor, se castigará con la pena de trabajos forzados por tiempo.—P. 7 4°, 15, 16, 19, 22 y s., 28 y s., 34, 36, 47, 70 y s.—I. Cr. 330 y s.

Si sin embargo, el acusado hubiere sido condenado á una pena mas grave que la de trabajos forzados por tiempo, el testigo falso que haya depuesto contra él, sufrirá la misma pena (199).

## ART. 362.

Cualquiera que sea culpable de falso testimonio en materia correccional, ya contra el acusado,